

mettre au point? Sous le couvert du NORAD, sinon en vertu de ses dispositions prises au sens rigoureux, nous allons nous engager à dépenser des centaines de millions de dollars pour la défense antibombardier.

On parle beaucoup, à la Chambre et ailleurs, de l'indépendance du Canada. Si notre indépendance doit être prise au sérieux, il nous importe d'examiner avec soin tout système conjoint de défense, afin de décider par nous-mêmes si le Canada doit y participer ou peut se le permettre. A quel nouveau système allons-nous nous engager à participer? Dans sa récente déclaration au comité sénatorial des forces armées, M. McNamara a exposé les nouveaux programmes proposés pour la défense de l'Amérique du Nord. Une partie consiste dans un système restreint de missiles antimissiles, pour reprendre le jargon employé, qui coûtera 5 milliards de dollars à nos amis américains. Ce système, dit-on, sera orienté vers la Chine. Autrement dit, il n'offrira aucune protection contre les missiles balistiques intercontinentaux de l'Union soviétique. Pour le transformer en système de missiles antimissiles complet, il en coûterait plus de 40 milliards de dollars, et l'efficacité pourrait en être rapidement contrebalancée par un accroissement de la puissance d'attaque de la Russie. Autrement dit, le même degré d'insécurité serait acheté à un coût extravagant.

Monsieur le président, le Canada ne devrait pas dépenser un traître sou pour un tel système, et je me réjouis de ce que le gouvernement ait indiqué ne pas avoir l'intention, pour l'instant du moins, de participer à ce système de défense engins anti-engins. J'espère qu'aucun gouvernement canadien ne le fera.

En fait, la seule idée d'un système orienté vers la Chine est un bon exemple d'un système très coûteux dans lequel des milliards de dollars sont versés pour faire face à une menace militaire qui n'est pas réelle. Là encore, c'est flagorner une opinion publique mal informée par la propagande du prétendu complexe industriel-militaire.

Que dire du reste de la nouvelle proposition qu'on nous demandera peut-être d'accepter, sinon dans le cadre de NORAD, du moins, en conformité de NORAD? On va nous demander de participer aux nouvelles mesures de défense proposées par M. McNamara, l'installation d'un nouveau système d'alarme aéroporté, appuyé par un groupe d'intercepteurs F-106 qui coûtera vraisemblablement 12.3 milliards de dollars aux États-Unis. Ce nouveau système est aéroporté et peut repérer les aéronefs à basse altitude, à une grande distance des États-Unis. Il est très peu vulnérable.

• (3.00 p.m.)

Quelle que sera la décision du Canada au sujet de ce genre de détection et de protection, nous ne devrions pas nous laisser entraîner à des dépenses pour l'achat de nouveaux intercepteurs. Je rappelle à nouveau au comité les paroles de M. McNamara lorsqu'il traitait ce sujet, et je cite:

Aucun système aérien de défense contre l'URSS ne saurait limiter suffisamment les dommages sans être accompagné d'engins antibalistiques puissants et efficaces, ce qui est irréalisable pour le moment.

Je prie les membres du comité de bien noter: aucun système aérien de défense ne peut limiter suffisamment les dommages sans être accompagné d'un système qui, à l'heure actuelle, est irréalisable. Par conséquent, on ne saurait se permettre—et il faut s'en garder—d'engager des dépenses qui ne peuvent pas contribuer de façon significative à la sécurité canadienne ou américaine, sauf dans des conditions inexistantes. Ce serait une pure perte d'argent, d'hommes et de ressources. On pourrait en dire autant de certaines fonctions que nous assumons à l'heure actuelle auprès de l'OTAN, mais je n'ai pas le temps d'aborder ce sujet aujourd'hui.

Nous nous sommes engagés pour des années à venir à jouer un rôle nucléaire tactique. Notre contribution n'est pas requise en Europe, et elle n'a aucune importance militaire. L'argent que nous coûte notre rôle actuel au sein de l'OTAN contribue beaucoup aux pressions inflationnistes. Il ne contribue pas à assurer la sécurité du Canada ni d'aucun autre pays.

Sauf erreur, nul membre de cette Chambre ne nie la nécessité de dépenser de l'argent pour acheter de la sécurité. Dans le monde actuel, il est essentiel de contribuer à la sécurité et à la défense. Je n'exhorte pas le Canada à s'y dérober. Une force mobile, capable d'assurer l'ordre international, peut jouer un rôle décisif et précieux en vue de la stabilité mondiale, et je suppose qu'un tel besoin grandira au lieu de diminuer. Les dépenses pour la défense constituent donc une véritable prime d'assurance contre des risques réels. Cependant, je m'élève contre le gaspillage tragique de ressources rares quant à des défenses inutiles contre des menaces illusoires.

Il est bien beau de dire, comme certains: «Soyons bons diables. Collaborons à tous les programmes que proposent nos voisins du Sud. De cette façon, nous achèterons leurs bonnes grâces.» J'affirme que l'heure est venue d'examiner nous-mêmes la situation à fond et de refuser poliment mais fermement notre collaboration à des projets coûteux et inutiles. La collaboration, j'en suis; mais elle exige la liberté de jugement et le partage de risques admis et réels.